BANQUE DU CANADA
BANK OF CANADA

Déclaration préliminaire de Tiff Macklem

Gouverneur de la Banque du Canada
Témoignage devant le Comité permanent des finances de la Chambre des communes
Ottawa
3 novembre 2026

Bonjour. Je suis ravi d'être ici en compagnie de la première sous-gouverneure Carolyn Rogers pour parler de notre récente annonce concernant la politique monétaire, ainsi que du *Rapport sur la politique monétaire* de la Banque du Canada.

La semaine dernière, nous avons relevé le taux directeur de 25 points de base pour le faire passer à 2,5 %. C'était notre première augmentation de taux depuis juillet 2023. Nous avons également publié nos perspectives pour l'économie canadienne.

Lors de l'annonce, nous avons souligné deux grands changements dans l'économie depuis la parution du *Rapport* de juillet.

Premièrement, les perspectives d'inflation se sont détériorées. Avec la guerre au Moyen-Orient qui persiste, les prix mondiaux du pétrole ont monté et devraient rester plus élevés pendant plus longtemps. Pour les gens, l'essence est plus chère, et pour bien des entreprises, les coûts sont plus élevés.

Deuxièmement, les perspectives de croissance au Canada se sont un peu améliorées, malgré les mesures commerciales continuelles imposées par les États-Unis. La croissance s'est redressée en milieu d'année, et les exportations et les investissements des entreprises et des gouvernements devraient favoriser une reprise soutenue.

Les perspectives d'inflation sont beaucoup plus élevées et l'économie se montre résiliente. Une hausse du taux directeur était donc nécessaire pour réduire le risque que les prix élevés de l'énergie se propagent et se transforment en inflation généralisée.

Nous savons que l'incertitude reste élevée. La situation au Moyen-Orient et les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis continuent d'évoluer. Il y a aussi de l'incertitude entourant l'impact des nouveaux droits de douane américains, et la part des coûts de l'énergie qui seront transmis plus généralement aux prix à la consommation.

Laissez-moi vous en dire plus sur ce que nous constatons dans l'économie et sur ce que nous anticipons au cours des prochains mois.

Au Canada, la croissance s'est redressée en milieu d'année. La croissance du produit intérieur brut (PIB) était de 3,3 % au deuxième trimestre, et les indicateurs récents laissent entrevoir qu'elle sera d'à peu près 2 % au troisième trimestre. Les dépenses de consommation ont été solides, et les exportations et les investissements des entreprises ont rebondi. Le taux de chômage se maintient autour de 6½ % depuis plusieurs mois. Un large éventail d'indicateurs laisse croire qu'il subsiste une certaine offre excédentaire dans l'économie.

Pour la suite, la croissance va probablement ralentir au quatrième trimestre, les nouveaux droits de douane américains pesant sur l'activité. Elle devrait toutefois reprendre en 2027, les mesures budgétaires favorisant le maintien des dépenses de consommation, le raffermissement des exportations et l'augmentation des investissements des entreprises. On prévoit que la croissance du PIB sera de 1 % en 2026, puis d'environ 2 % en 2027 et 2028.

Vu le maintien des prix du pétrole et des marges des raffineries à un niveau élevé, l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) avoisine 3 % depuis avril et devrait monter à environ 3½ % d'ici la fin de l'année. On s'attend à ce que l'inflation reste égale ou supérieure à 3 % pendant la majeure partie de 2027 avant de revenir près de la cible de 2 % d'ici le milieu de 2028.

Les prix de l'essence, du diesel et du mazout sont élevés et devraient le rester plus longtemps. Cela a une incidence directe sur les consommateurs et fait monter les coûts de production et de transport des entreprises. Les entreprises ont absorbé une bonne partie de ces coûts plus élevés jusqu'à présent, mais l'expérience et les enquêtes de la Banque donnent à penser qu'elles en transmettront une plus grande part à leur clientèle au cours de la prochaine année. Ensemble, les prix plus élevés de l'énergie et la transmission accrue des coûts renforcent la persistance de l'inflation. De plus, étant donné que l'économie devrait se redresser, moins de pressions à la baisse sur les prix viennent compenser ces pressions sur les coûts.

Comme l'inflation devrait rester élevée plus longtemps et que l'économie se montre résiliente, le Conseil de direction a reconnu que les risques pour l'inflation ont augmenté et qu'il y a moins de latitude pour offrir une détente monétaire. Pour la suite, le Conseil a convenu de prendre ses décisions de politique monétaire une à la fois. Il pourrait être nécessaire d'augmenter encore le taux directeur, mais étant donné les incertitudes actuelles, nous allons procéder avec prudence.

La Banque reste déterminée à préserver la confiance des Canadiennes et Canadiens dans la stabilité des prix pendant cette période de bouleversements mondiaux.

Sur ce, la première sous-gouverneure et moi répondrons avec plaisir à vos questions.